

VILLE DE SHIPPAGAN
RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ
31 DÉCEMBRE 2020



VILLE DE SHIPPAGAN
RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ
31 DÉCEMBRE 2020

SOMMAIRE

| | Page |
|---|-------------|
| Rapport de l'auditeur indépendant | 2 - 5 |
| États financiers consolidés | |
| État consolidé des résultats | 6 |
| État consolidé de la situation financière | 7 |
| État consolidé de la variation des actifs financiers nets (dette nette) | 8 |
| État consolidé des flux de trésorerie | 9 |
| Notes afférentes aux états financiers consolidés | 10 - 33 |



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À son honneur la Maire et
aux membres du conseil

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Shippagan (la « municipalité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la ville au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.



Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;



- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Paulin Gagnon

Comptables Professionnels agréés

Caraquet, Nouveau-Brunswick

Le 26 avril 2021



| | 2020 Budget (non-vérifié) (Note 18) | 2020 Résultats | 2019 Résultats |
|--|---|----------------------|----------------------|
| REVENUS | | | |
| Mandat d'imposition | 3 720 684 \$ | 3 720 689 \$ | 3 610 011 \$ |
| Prestations de services à d'autres gouvernements | 166 373 | 167 467 | 142 868 |
| Autres revenus de provenance interne | 587 070 | 469 542 | 755 131 |
| Subventions inconditionnelles | 444 763 | 455 436 | 451 954 |
| Autres transferts gouvernementaux | - | 320 485 | 910 435 |
| Frais et usagers - services d'eau et d'égout | 1 034 285 | 1 095 091 | 1 057 794 |
| Intérêts | 9 500 | 9 881 | 11 941 |
| Régime de retraite | - | 67 063 | 254 788 |
| | <u>5 962 675</u> | <u>6 305 654</u> | <u>7 194 922</u> |
| DÉPENSES | | | |
| Services d'administration générale | 1 234 773 | 1 186 888 | 1 257 547 |
| Services de protection | 1 030 326 | 1 031 184 | 970 780 |
| Services de transport | 1 386 554 | 1 324 499 | 1 261 257 |
| Services d'hygiène | 139 257 | 139 257 | 140 853 |
| Services de la mise en valeur du territoire | 153 129 | 162 327 | 204 709 |
| Services récréatifs et culturels | 1 627 491 | 1 432 475 | 1 558 438 |
| Approvisionnement eau - évacuation eaux usées | <u>897 433</u> | <u>859 276</u> | <u>949 591</u> |
| | <u>6 468 963</u> | <u>6 135 906</u> | <u>6 343 175</u> |
| EXCÉDENT DE L'EXERCICE (note 17) | <u>(506 288) \$</u> | 169 748 | 851 747 |
| EXCÉDENT ACCUMULÉ AU DÉBUT | | <u>16 551 515</u> | <u>15 699 768</u> |
| EXCÉDENT ACCUMULÉ À LA FIN | | <u>16 721 263 \$</u> | <u>16 551 515 \$</u> |

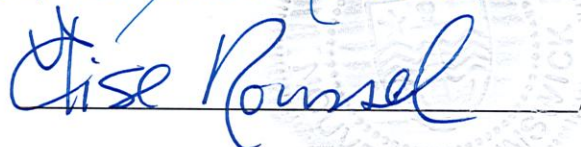
SUPPORT DES REVENUS ET DÉPENSES (notes 21 et 22)



| | 2020 | 2019 |
|--|----------------------|----------------------|
| ACTIFS FINANCIERS | | |
| Encaisse | 691 427 \$ | 291 095 \$ |
| Encaisse affecté | 995 838 | 864 728 |
| Débiteurs (note 3) | <u>327 100</u> | <u>1 127 207</u> |
| | <u>2 014 365</u> | <u>2 283 030</u> |
| PASSIFS | | |
| Emprunts bancaires (note 4) | 223 123 | 1 980 097 |
| Comptes payables et frais courus | 398 048 | 738 598 |
| Revenus différés des gouvernements | 213 224 | 13 167 |
| Dette à long terme (note 5) | 6 447 000 | 4 184 000 |
| Passif au titre du régime de retraite (note 6) | <u>196 335</u> | <u>263 398</u> |
| | <u>7 477 730</u> | <u>7 179 260</u> |
| ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) | <u>(5 463 365)</u> | <u>(4 896 230)</u> |
| ACTIFS NON FINANCIERS | | |
| Immobilisations corporelles (note 7) | 41 799 816 | 40 463 734 |
| Amortissement cumulé (note 7) | <u>(19 742 783)</u> | <u>(19 145 622)</u> |
| Immobilisation nettes | <u>22 057 033</u> | <u>21 318 112</u> |
| Inventaires | 48 061 | 52 611 |
| Frais payés d'avance | <u>79 534</u> | <u>77 022</u> |
| | <u>127 595</u> | <u>129 633</u> |
| EXCÉDENT ACCUMULÉ | <u>16 721 263 \$</u> | <u>16 551 515 \$</u> |
| ÉVENTUALITÉS (note 13) | | |
| ENGAGEMENTS (note 14) | | |

APPROUVÉ PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

 Maire

 Greffier



| | 2020 | 2019 |
|--|------------------------------|------------------------------|
| Surplus de l'exercice | 169 748 \$ | 851 747 \$ |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | (1 822 005) | (2 936 647) |
| Amortissement des immobilisations corporelles | <u>1 083 084</u> | <u>940 792</u> |
| | <u>(569 173)</u> | <u>(1 144 108)</u> |
| Augmentation des inventaires | - | (21 421) |
| Diminution des inventaires | 4 550 | - |
| Acquisition de frais payés d'avance | <u>(2 512)</u> | <u>(23 870)</u> |
| | <u>2 038</u> | <u>(45 291)</u> |
| AUGMENTATION DE L'ACTIF NET (DETTE NETTE) | (567 135) | (1 189 399) |
| ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) AU DÉBUT | <u>(4 896 230)</u> | <u>(3 706 831)</u> |
| ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) À LA FIN | <u><u>(5 463 365)</u></u> \$ | <u><u>(4 896 230)</u></u> \$ |



| | 2020 | 2019 |
|--|--------------------------|--------------------------|
| ACTIVITÉS D'EXPLOITATION | | |
| Excédent de l'exercice | 169 748 \$ | 851 747 \$ |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 1 083 084 | 940 792 |
| Variation des sommes à recevoir | 800 107 | 224 686 |
| Variation des créditeurs et frais courus | (340 550) | 86 121 |
| Variation du passif du régime de retraite | (67 063) | (254 788) |
| Variation des revenus différés | 200 057 | (394 886) |
| Variation des frais payés d'avance | (2 512) | (23 870) |
| Variation de l'inventaire | <u>4 550</u> | <u>(21 421)</u> |
| | <u>1 847 421</u> | <u>1 408 381</u> |
| ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT | | |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | (1 822 005) | (2 936 647) |
| Variation du placement et encaisse affecté | <u>(131 110)</u> | <u>520 649</u> |
| | <u>(1 953 115)</u> | <u>(2 415 998)</u> |
| ACTIVITÉS DE FINANCEMENT | | |
| Variation de l'emprunt bancaire | (1 756 974) | 54 215 |
| Dette à long terme | 3 147 000 | 693 000 |
| Remboursement de la dette à long terme | <u>(884 000)</u> | <u>(927 000)</u> |
| | <u>506 026</u> | <u>(179 785)</u> |
| AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE | 400 332 | (1 187 402) |
| TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT | <u>291 095</u> | <u>1 478 497</u> |
| TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN | <u><u>691 427</u></u> \$ | <u><u>291 095</u></u> \$ |
| CONSTITUTION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE | | |
| Encaisse | <u><u>691 427</u></u> \$ | <u><u>291 095</u></u> \$ |



1. OBJECTIF DE L'ORGANISATION

La Ville de Shippagan s'est incorporé selon la Loi sur les municipalités le 1er mai 1958. En tant que municipalité, la ville est exempté d'impôt sur le revenu en vertu de l'alinéa 149 (1)(c) de la Loi canadienne de l'impôt sur le revenu. La vision de la municipalité est : Shippagan, ville de pêche et d'aquaculture, est une communauté dynamique, saine et inclusive et se veut un carrefour d'excellence de l'Éducation en français, de l'Innovation et du Savoir dans une perspective de développement durable.

2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés de la Ville de Shippagan reposent sur les observations de l'administration présentées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour les gouvernements locaux, comme le recommande le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CSP) des comptables professionnels agréés du Canada.

Les états financiers consolidés présentés selon les normes du CSP portent surtout sur la situation financière de la ville et sur les changements à cet égard. L'état consolidé de la situation financière comprend tous les passifs et actifs de la ville.

Les aspects importants des conventions comptables adoptées par la ville sont les suivants :

Entité publiant les états financiers

Les états financiers consolidés reflètent les actifs, les passifs, les revenus, les dépenses et les changements à la dette nette et au flux net de trésorerie de l'entité publiant les états financiers. L'entité publiant les états financiers consolidés comprend toutes les organisations et entreprises responsables de l'administration des affaires et des ressources de la ville et qui sont la propriété de la ville ou qui sont contrôlées par elle. Les transactions et les soldes interservices sont éliminés.

Solde inter-fonds

Les normes CSP exigent que les états financiers soient consolidés. Tous les soldes inter-fonds ont donc été éliminés dans les états financiers consolidés.



2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Budget

Les montants inscrits aux présents états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration de la Ville de Shippagan le 19 décembre 2019 et par le Ministre des gouvernements locaux le 22 janvier 2020.

Les normes CSP ne permettent pas que l'excédent ou que le déficit de l'avant dernière année soit inscrit dans les budgets subséquents tel que requis par la Loi sur les municipalités. L'excédent ou le déficit de l'avant dernière année a donc été retiré de l'état consolidés des résultats.

Comptabilisation des recettes

Les recettes non affectées sont enregistrées sur la base de la comptabilité d'exercice et sont constatées lorsque la somme recouvrée est raisonnablement assurée. Les contributions avec restrictions sont comptabilisées en tant que revenu de l'année auquel les frais connexes sont engagés. Les autres recettes sont enregistrées lorsqu'elles sont réalisées.

Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés en conformité avec les Normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une influence sur les montants déclarés à l'actif et au passif et sur la déclaration des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants déclarés de revenus et de dépenses au cours de l'exercice. Ces estimations sont examinées périodiquement et, si des rectifications deviennent nécessaires, elles sont signalées dans les gains de la période à laquelle elles deviennent connues. Les résultats peuvent être différents de ces estimations.

Trésorerie et les équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition. Les sommes d'argent affectés aux fonds de réserves et au programme de Fonds de Taxe sur l'essence sont présentés séparément.



2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instruments financiers

La ville évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations qui ne sont pas conclues dans des conditions de concurrence normale. Elle évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les résultats.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, de placements à court terme, de comptes débiteurs, des montants exigibles du gouvernement du Nouveau-Brunswick, des montants exigibles du gouvernement fédéral et des montants exigibles des fonds propres. Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des emprunts bancaires, des comptes payables et de la dette à long terme.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées selon leur coût qui comprend tous les montants qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction, le développement ou l'amélioration de l'actif. Le coût des immobilisations corporelles est amorti sur une base linéaire pendant la durée de vie utile estimée comme suit :

| | Périodes |
|--|-------------------------|
| Bâtiments | 30 et 40 ans |
| Véhicules | 5 ans |
| Équipement lourd | 10 et 15 ans |
| Améliorations foncières | 5, 10, 15, 20 et 25 ans |
| Machineries et équipements | 5 ans |
| Chemin et routes | 15 et 20 ans |
| Réseaux d'alimentation en eau et évacuation des eaux usées | 25 à 60 ans |

Les actifs en construction ne sont pas amortis tant que l'actif n'est pas disponible pour une utilisation productive. L'aide gouvernemental pour l'achat d'immobilisations est enregistré en tant que revenu lorsqu'il est reçu.



2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Information sectorielle

La Ville de Shippagan est une municipalité diversifiée qui offre une vaste gamme de services à ses résidents. Aux fins de la gestion des rapports, les opérations et les activités de la municipalité sont organisées et signalées par fonction. Cette présentation a été créée dans le but d'enregistrer des activités spécifiques pour atteindre certains objectifs conformément à des règlements spéciaux, des restrictions ou des interdictions.

Les services municipaux sont fournis par les services suivants :

Services d'administration générale

Ce service est responsable du financement global et de l'administration locale. Ses tâches comprennent la facturation des taxes et les paiements, les comptes clients et les comptes fournisseurs, les budgets, les états financiers, le respect de la Loi sur les municipalités, la gestion des règlements administratifs et la gestion des technologies de l'information.

Services de protection

Ce service est responsable des services de police, du service de protection contre les incendies et autres mesures de protection.

Services de transport

Ce service est responsable de l'entretien et réparation des chemins et rues, l'éclairage des rues, des services relatifs à la circulation et de stationnement et autres fonctions reliées.

Services d'hygiène du milieu

Ce service est responsable de l'enlèvement des ordures.

Services de la mise en valeur du territoire

Ce service est responsable du zonage, du développement communautaire, du tourisme et autres services de développement et promotion.

Services récréatifs et culturels

Ce service est responsable de l'entretien et réparation des installations récréatives et culturelles, incluant l'aréna, le camping, les parcs, les terrains de jeux et autres établissements récréatifs et culturels.

Système d'eau et égout

Ce service est responsable de la fourniture de services d'eau et d'égout, y compris l'entretien et l'exploitation des réseaux souterrains, des réservoirs et de la lagune.



3. DÉBITEURS

| | 2020 | 2019 |
|-----------------|--------------------------|----------------------------|
| Général | 238 418 \$ | 358 129 \$ |
| Gouvernements : | | |
| Fédéral | 1 523 | 379 772 |
| Provincial | <u>-</u> | <u>233 063</u> |
| | <u>1 523</u> | <u>612 835</u> |
| TVH à recevoir | <u>87 159</u> | <u>156 243</u> |
| | <u><u>327 100</u></u> \$ | <u><u>1 127 207</u></u> \$ |

4. EMPRUNTS BANCAIRES

Le montant autorisé de toutes les marges de crédit totalisent 5 182 000 \$ dont 2 908 060 \$ est le montant maximal permis. De ce montant, 2 634 937 \$ n'était pas utilisé. Les marges de crédits portent intérêt au taux de base. Elles représentent un financement temporaire pour les dépenses en capital et seront remplacés par des émissions d'obligations non garanties. Les marges de crédit pour le fonctionnement sont à l'intérieur de la limite budgétaire de 50 % des dépenses des fonds de fonctionnements, tel que requis par la Loi sur les municipalités.

5. DETTE À LONG TERME

| Émission | Intérêt | Échéance | 2020 | 2019 |
|--|-----------------|----------|----------------------------|----------------------------|
| Fonds de capital et emprunt général | | | | |
| 2 juin 10 | 1.50 % - 4.55 % | 2020 | - | 123 000 \$ |
| 27 mai 11 | 1.65 % - 4.25 % | 2021 | 8 000 | 16 000 |
| 4 juin 12 | 1.65 % - 3.40 % | 2022 | 259 000 | 303 000 |
| 14 juin 13 | 1.37 % - 3.70 % | 2028 | 217 000 | 242 000 |
| 8 déc. 14 | 1.20 % - 3.10 % | 2024 | 156 000 | 193 000 |
| 6 juil. 15 | 0.96 % - 2.80 % | 2025 | 35 000 | 42 000 |
| 18 déc. 15 | 1.05 % - 3.15 % | 2025 | 40 000 | 51 000 |
| 1 juin 17 | 1.20 % - 2.70 % | 2027 | 231 000 | 284 000 |
| 6 déc. 18 | 2.55 % - 3.70 % | 2038 | 807 000 | 893 000 |
| 14 mai 19 | 2.05 % - 2.30 % | 2024 | 181 000 | 224 000 |
| 21 nov. 19 | 1.95 % - 2.95 % | 2039 | 265 000 | 290 000 |
| 25 mai 20 | 0.90 % - 2.95 % | 2040 | 1 807 000 | - |
| 26 nov. 20 | 0.50 % - 2.30 % | 2035 | <u>1 055 000</u> | <u>-</u> |
| | | | <u><u>5 061 000</u></u> \$ | <u><u>2 661 000</u></u> \$ |



5. DETTE À LONG TERME (suite)

| Émission | Intérêt | Échéance | 2020 | 2019 |
|--|-----------------|----------|---------------------|---------------------|
| Fonds de capital d'eau et égout | | | | |
| 2 juin 10 | 1.50 % - 4.55 % | 2020 | - | 318 000 |
| 27 mai 11 | 1.65 % - 4.25 % | 2021 | 8 000 | 16 000 |
| 4 juin 12 | 1.65 % - 3.40 % | 2022 | 149 000 | 171 000 |
| 14 juin 13 | 1.35 % - 4.00 % | 2033 | 508 000 | 540 000 |
| 6 juil. 15 | 1.65 % - 4.25 % | 2035 | 88 000 | 96 000 |
| 1 juin 17 | 1.20 % - 1.85 % | 2022 | 24 000 | 35 000 |
| 21 déc. 18 | 2.55 % - 3.70 % | 2038 | 160 000 | 168 000 |
| 14 mai 19 | 2.05 % - 2.85 % | 2029 | 137 000 | 151 000 |
| 21 nov. 19 | 2.55 % - 3.70 % | 2038 | 27 000 | 28 000 |
| 25 mai 20 | 0.90 % - 2.05 % | 2030 | 285 000 | - |
| | | | <u>1 386 000</u> | <u>1 523 000</u> |
| TOTAL DES FONDS | | | <u>6 447 000</u> \$ | <u>4 184 000</u> \$ |

Le remboursement en capital de la dette à long terme à effectuer durant les cinq prochains exercices sont les suivants:

| | |
|------|------------|
| 2021 | 690 000 \$ |
| 2022 | 956 000 \$ |
| 2023 | 582 000 \$ |
| 2024 | 563 000 \$ |
| 2025 | 470 000 \$ |



6. RÉGIME DE RETRAITE

Des prestations de retraite sont fournies aux employés de la ville en vertu du Régime de retraite des employés de la ville qui fut établi en janvier 1970. Les employés contribuent au régime qui fournit des prestations de service selon la durée de l'emploi et le taux de salaire (un régime à prestations définies). Les employés font des contributions égales à 10 % de leur salaire régulier et la ville contribue un montant égal. Cette cotisation de l'employé tient compte d'une dispense accordée au régime par l'Agence du revenu du Canada. Un fonds de pension distinct est maintenu.

| | 2020 | 2019 |
|---|---------------------|---------------------|
| Juste valeur marchande de l'actif du régime | 3 074 775 \$ | 2 926 209 \$ |
| Obligation de prestation de retraite | <u>3 271 110</u> | <u>3 189 607</u> |
| Déficit pour le service des prestations | <u>(196 335) \$</u> | <u>(263 398) \$</u> |

L'évaluation la plus récente du régime de retraite par les actuaires de la ville, Assomption Vie, a été réalisée en date du 31 décembre 2019. L'évaluation actuarielle repose sur diverses hypothèses au sujet d'évènements futurs comme les taux d'inflation, les taux d'intérêts, les augmentations de salaire et le roulement et la mortalité des employés. Les hypothèses utilisées reflètent les meilleures estimations de la ville : Taux d'actualisation de 4.50 %, utilisation de la table de mortalité privée CPM-2014 et l'âge de retraite est dès que les employés atteignent la date normale de retraite.

| | 2020 | 2019 |
|--|---------------------|---------------------|
| Évolution du déficit | | |
| Déficit au début | (263 000) \$ | (518 000) \$ |
| Amortissement | 28 000 | 62 000 |
| Manque d'intérêt et expérience | <u>39 000</u> | <u>193 000</u> |
| Déficit à la fin | <u>(196 000) \$</u> | <u>(263 000) \$</u> |
| Actif du régime | | |
| Fonds commun de placements – équilibré | 3 062 836 \$ | 2 906 104 \$ |
| Cotisations à recevoir | <u>11 939</u> | <u>20 105</u> |
| Dépenses totales reliées à la retraite | <u>3 074 775 \$</u> | <u>2 926 209 \$</u> |



7. TABLEAU D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

| COÛT | Terrain | Amélioration Foncière | Bâtiment | Matériel | Véhicules | Chemin et Routes | Terrains Eau et égout | Système Eau et égout | Total 2020 | Total 2019 |
|---|-----------------------|--------------------------|--------------|---------------|--------------|---------------------|--------------------------|-------------------------|---------------|---------------|
| | Solde au début | 1 816 105 \$ | 1 157 859 \$ | 12 830 515 \$ | 465 686 \$ | 1 468 115 \$ | 11 700 512 \$ | 463 233 \$ | 10 561 709 \$ | 40 463 734 \$ |
| Ajouts: | | | | | | | | | | |
| Additions nettes durant l'année | 4 035 | - | 549 888 | 65 994 | 796 883 | 192 329 | - | 212 876 | 1 822 005 | 2 936 647 |
| Moins: | | | | | | | | | | |
| Dispositions nettes durant l'année | - | - | 386 893 | - | 28 773 | 35 430 | - | 34 827 | 485 923 | 45 277 |
| Solde à la fin | 1 820 140 | 1 157 859 | 12 993 510 | 531 680 | 2 236 225 | 11 857 411 | 463 233 | 10 739 758 | 41 799 816 | 40 463 734 |
| AMORTISSEMENT CUMULÉ | | | | | | | | | | |
| Solde au début | - | 328 626 | 5 687 269 | 395 668 | 1 120 607 | 6 707 425 | - | 4 906 027 | 19 145 622 | 18 250 107 |
| Ajouts: | | | | | | | | | | |
| Amortissement durant l'année | - | 57 893 | 292 077 | 102 372 | 105 617 | 295 505 | - | 229 620 | 1 083 084 | 940 792 |
| Moins: | | | | | | | | | | |
| Amortissement accumulé sur disposition | - | - | 386 893 | - | 28 773 | 35 430 | - | 34 827 | 485 923 | 45 277 |
| Solde à la fin | - | 386 519 | 5 592 453 | 498 040 | 1 197 451 | 6 967 500 | - | 5 100 820 | 19 742 783 | 19 145 622 |
| VALEURS NETTES DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1 820 140 \$ | 771 340 \$ | 7 401 057 \$ | 33 640 \$ | 1 038 774 \$ | 4 889 911 \$ | 463 233 \$ | 5 638 938 \$ | 22 057 033 \$ | 21 318 112 \$ |



8. RESPECT DES MODALITÉS D'EMPRUNTS**Emprunt provisoire pour le capital**

Les dettes à long terme du fonds de capital général et du fonds de capital d'eau et égout ont été approuvées par la Commission des emprunts de capitaux par les municipalités.

La municipalité a les autorisations non utilisées suivantes :

Fonds de capital général

| | |
|-------------------------|--------------------------|
| 18-0003 janvier 2018 | 52 000 \$ |
| 19-0062 17 juillet 2019 | <u>68 000</u> |
| | <u><u>120 000</u></u> \$ |

Fonds de capital eau et égout

| | |
|------------------------|-------------------------|
| 11-0080 septembre 2011 | 2 000 \$ |
| 12-0038 mai 2012 | <u>9 000</u> |
| | <u><u>11 000</u></u> \$ |

Emprunt bancaire pour le fonctionnement

Ainsi que le prescrit la Loi sur les municipalités, les emprunts temporaire pour financer le fonds général des revenus sont limités à 4 % du budget de la municipalité. En 2020, la ville s'est conformé à ces restrictions.

Emprunt interfonds

Le guide servant à la présentation des rapports financiers exige que les emprunts interfonds à court terme soient remboursés l'année suivante à moins que l'emprunt soit pour un projet en capital. La municipalité se conforme à cette exigence.



9. EXCÉDENT (DÉFICIT) AU FONDS D'EAU ET D'ÉGOUT

La loi sur les municipalités exige que les excédents (déficit) au fonds d'eau et d'égout soient absorbés par un ou plusieurs des budgets de fonctionnement à compter du deuxième exercice suivant. À la fin de l'exercice, l'excédent (déficit) était composé comme suit :

| | 2020 | 2019 |
|--------------------------|--------------------------|-------------------------|
| Excédent de l'année 2020 | 57 793 \$ | - \$ |
| Excédent de l'année 2019 | 47 114 | 47 114 |
| Excédent de l'année 2018 | - | 11 027 |
| Excédent de l'année 2016 | <u>18 747</u> | <u>18 747</u> |
| | <u><u>123 654</u></u> \$ | <u><u>76 888</u></u> \$ |

10. FRAIS DE DISTRIBUTION D'EAU

Les frais de distribution d'eau portés au débit par la ville pour la protection contre les incendies respectent les limites autorisées en vertu du règlement 81-195 sous la loi sur les municipalités selon le pourcentage applicable des dépenses du système d'eau basé sur la population.

11. PROGRAMME DU FONDS DE TAXE SUR L'ESSENCE

Le programme du Fonds de taxe sur l'essence (FTE) exige que les sommes perçus d'avance soient conservées distinctement dans un compte bancaire. Cette exigence était respectée en fin d'exercice.



12. RESPECT DE LA LOI SUR LES MUNICIPALITÉS

Solde des fonds de réserve

Au 31 décembre 2020, le solde du fonds de réserve de fonctionnement d'eau et d'égout excède la limite autorisée qui est de 5 % des dépenses de l'année précédente. Cette situation est due à l'accumulation des intérêts.

Excédent de l'actif à court terme - fonds de capital d'eau et d'égout

Au 31 décembre 2020, l'actif à court terme excède le passif à court terme dans le fonds de capital et d'emprunt d'eau et d'égout.

13. ÉVENTUALITÉ

Dans le cours normal des opérations, la ville peut être impliqué dans différentes réclamations ou poursuites judiciaires. Étant donné que le résultat final en matière de réclamations et de procédures judiciaires en instance ne peut, en date du 31 décembre 2020, être prédit avec certitude, aucune provision ne figure aux états financiers.

Le 11 mars 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé déclare que l'écllosion de COVID-19 est devenue une pandémie. La province du Nouveau-Brunswick a déclaré l'état d'urgence le 19 mars 2020. Cette situation, sans précédent, impacte la situation financière de la municipalité mais il est actuellement impossible d'évaluer l'impact de la situation.



14. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

La municipalité a pris des engagements pour aider divers organismes ainsi que pour le déneigement pour les cinq prochains exercices tel que :

| | |
|------|------------|
| 2021 | 318 971 \$ |
| 2022 | 41 701 \$ |
| 2023 | 30 201 \$ |
| 2024 | 20 001 \$ |
| 2025 | 20 001 \$ |

De plus, la municipalité s'est engagé à faire un virement annuel de 4 000 \$ (jusqu'en 2023) au fonds de réserve en capital d'eau et égout afin de satisfaire à l'entente signée avec le Fonds Chantier Canada et NB.

15. INSTRUMENTS FINANCIERS

Politique de gestion des risques

La ville, par le biais de ses outils financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante fournit une mesure des risques à la date du bilan.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un outil financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La ville consent du crédit par le biais des comptes débiteurs dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et maintien des provisions pour pertes potentielles sur créances, lesquelles, une fois matérialisées, respectent les prévisions de la direction. La ville n'exige généralement pas de caution. La municipalité minimise donc les risques de crédit grâce à une gestion régulière du crédit.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un outil financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché. La ville est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses outils financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable.

Les outils à taux d'intérêt fixe assujettissent la municipalité à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de trésorerie. La direction est d'avis que la ville n'est pas exposée à des risques importants de taux d'intérêt.



15. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la ville éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. La gestion prudente du risque de liquidité suppose le maintien d'un niveau de liquidités suffisant, l'accès à des facilités de crédit appropriées et la capacité de liquider des positions prises sur le marché. La ville est d'avis que ses ressources financières récurrentes lui permettent de faire face à toutes ses dépenses.



16. TABLEAU DE PRÉSENTATION SECTORIELLE

| | Générale | Protection | Transport | Hygiène | Territoire | Récréatif | Eau et égout | Total | Total |
|--|-------------------|---------------------|---------------------|--------------------|--------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | | | | | | 2020 | 2019 |
| REVENUS | | | | | | | | | |
| Mandat d'imposition | 824 586 \$ | 688 056 \$ | 925 946 \$ | 92 996 \$ | 102 260 \$ | 1 086 845 \$ | - | 3 720 689 \$ | 3 610 011 \$ |
| Prestations de services à d'autres gouvernements | - | 112 984 | 54 483 | - | - | - | - | 167 467 | 142 869 |
| Ventes de services | 239 235 | 14 580 | - | - | - | 215 727 | - | 469 542 | 738 158 |
| Subventions inconditionnelles | 100 935 | 84 222 | 113 342 | 11 383 | 12 517 | 133 037 | - | 455 436 | 451 954 |
| Autres transferts gouvernementaux | 320 485 | - | - | - | - | - | - | 320 485 | 910 435 |
| Frais et usagers - service d'eau et égouts | - | - | - | - | - | - | 1 095 091 | 1 095 091 | 1 058 144 |
| Autres revenus | - | - | - | - | - | - | 9 881 | 9 881 | 28 563 |
| Provision pour régime de retraite | 67 063 | - | - | - | - | - | - | 67 063 | 254 788 |
| | <u>1 552 304</u> | <u>899 842</u> | <u>1 093 771</u> | <u>104 379</u> | <u>114 777</u> | <u>1 435 609</u> | <u>1 104 972</u> | <u>6 305 654</u> | <u>7 194 922</u> |
| DÉPENSES | | | | | | | | | |
| Salaires et bénéfices | 562 709 | 14 814 | 394 894 | - | - | 129 054 | 151 914 | 1 253 385 | 1 316 495 |
| Biens et services | 439 100 | 793 008 | 568 830 | 139 257 | 159 119 | 1 094 942 | 434 503 | 3 628 759 | 3 857 211 |
| Amortissement | 126 705 | 207 545 | 334 165 | - | - | 185 049 | 229 621 | 1 083 085 | 940 792 |
| Intérêt | 58 374 | 15 817 | 26 610 | - | 3 208 | 23 430 | 43 238 | 170 677 | 228 677 |
| | <u>1 186 888</u> | <u>1 031 184</u> | <u>1 324 499</u> | <u>139 257</u> | <u>162 327</u> | <u>1 432 475</u> | <u>859 276</u> | <u>6 135 906</u> | <u>6 343 175</u> |
| EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE | <u>365 416 \$</u> | <u>(131 342) \$</u> | <u>(230 728) \$</u> | <u>(34 878) \$</u> | <u>(47 550) \$</u> | <u>3 134 \$</u> | <u>245 696 \$</u> | <u>169 748 \$</u> | <u>851 747 \$</u> |

17. TABLEAU DE LA RÉCONCILIATION DE L'EXCÉDENT DE L'EXERCICE

| | Fonction- nement Général | Capital Général | Fonction- nement Eau et égout | Capital Eau et égout | Réserve Fonction- nement Général | Réserve Capital Général | Réserve Fonction- nement Eau et égout | Total 2020 | Total 2019 |
|---|--------------------------------|--------------------|-------------------------------------|-------------------------|---|-------------------------------|--|---------------------|---------------------|
| EXCÉDENT (DÉFICIT) PAR FONDS POUR L'EXERCICE SELON LES CCSP | 516 094 \$ | (773 534) \$ | 475 316 \$ | (58 291) \$ | 352 \$ | 3 042 \$ | 10 717 \$ | 169 749 \$ | 851 743 \$ |
| Ajustement à l'excédent (déficit) pour le financement requis | | | | | | | | | |
| Surplus (déficit) d'avant dernière année | 10 376 | - | 11 027 | - | - | - | - | 21 403 | (132 445) |
| Remboursement de la dette | (377 000) | 377 000 | (148 000) | 148 000 | - | - | - | - | - |
| Transfert du fonds réserve | - | 50 000 | - | - | - | (50 000) | - | - | - |
| Dépenses en capital | (124 245) | 124 245 | (41 550) | 41 550 | - | - | - | - | - |
| Transfert pour le coût de l'eau | (100 000) | - | 100 000 | - | - | - | - | - | - |
| Transfert des frais administratif | 285 000 | - | (285 000) | - | - | - | - | - | - |
| Dépenses d'amortissement | - | 853 464 | - | 229 620 | - | - | - | 1 083 084 | 940 792 |
| Provision pour régime de retraite | (67 063) | - | - | - | - | - | - | (67 063) | (254 788) |
| Transfert au fonds de réserve | (10 000) | - | (54 000) | - | - | 10 000 | - | - | - |
| Profit (perte) entité apparentée | (80 028) | - | - | - | - | - | - | (80 028) | (19 022) |
| | <u>(462 960)</u> | <u>1 404 709</u> | <u>(417 523)</u> | <u>419 170</u> | <u>-</u> | <u>(40 000)</u> | <u>-</u> | <u>957 396</u> | <u>534 537</u> |
| EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE AVANT LES EXIGENCES DU CCSP | <u>53 134 \$</u> | <u>631 175 \$</u> | <u>57 793 \$</u> | <u>360 879 \$</u> | <u>352 \$</u> | <u>(36 958) \$</u> | <u>10 717 \$</u> | <u>1 127 145 \$</u> | <u>1 386 280 \$</u> |



18. BUDGET DE FONCTIONNEMENT RECONCILIÉ AU BUDGET CCSP

REVENUS

| | Fonctionnement Général | Fonctionnement Eau et égout | Amortissement Immobilisations | Transfert | Total 2020 |
|---|---------------------------|--------------------------------|----------------------------------|------------------|------------------|
| Mandat d'imposition | 3 720 684 \$ | - | - | - | 3 720 684 \$ |
| Prestations de services à d'autres gouvernements | 166 373 | - | - | - | 166 373 |
| Autres revenus de provenance interne | 587 070 | 100 000 | - | (100 000) | 587 070 |
| Subventions inconditionnelles | 444 763 | - | - | - | 444 763 |
| Frais et usagers - services d'eau et d'égout | - | 1 034 285 | - | - | 1 034 285 |
| Intérêt | - | 9 500 | - | - | 9 500 |
| Transfert du fonds de fonctionnement eau et égout | 285 000 | - | - | (285 000) | - |
| Excédent de l'avant-dernier exercice | 10 376 | 11 027 | - | (21 403) | - |
| | <u>5 214 266</u> | <u>1 154 812</u> | <u>-</u> | <u>(406 403)</u> | <u>5 962 675</u> |

DÉPENSES

| | | | | | |
|---|------------------|------------------|--------------------|------------------|------------------|
| Services d'administration générale | 1 108 068 | - | 126 705 | - | 1 234 773 |
| Services de protection | 922 781 | - | 207 545 | (100 000) | 1 030 326 |
| Services de transport | 1 052 389 | - | 334 165 | - | 1 386 554 |
| Services d'hygiène | 139 257 | - | - | - | 139 257 |
| Services de la mise en valeur du territoire | 153 129 | - | - | - | 153 129 |
| Services récréatifs et culturels | 1 442 442 | - | 185 049 | - | 1 627 491 |
| Approvisionnement en eau et évacuation eaux usées | - | 952 812 | 229 621 | (285 000) | 897 433 |
| Contribution au fonds de réserve | 10 000 | 4 000 | - | (14 000) | - |
| Dépenses en capital | 9 200 | 50 000 | - | (59 200) | - |
| Paiement de la dette à long terme | 377 000 | 148 000 | - | (525 000) | - |
| | <u>5 214 266</u> | <u>1 154 812</u> | <u>1 083 085</u> | <u>(983 200)</u> | <u>6 468 963</u> |
| | <u>-</u> | <u>-</u> | <u>(1 083 085)</u> | <u>576 797</u> | <u>(506 288)</u> |

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE



19. ÉTATS DES RÉSERVES

| | Réserve Fonction- nement Général | Réserve Capital Général | Réserve Fonction- nement Eau et égout | Réserve Capital Eau et égout | Total 2020 | Total 2019 |
|---------------------------|---|-------------------------------|---|---------------------------------------|-------------------|---------------------|
| ACTIFS | | | | | | |
| Encaisse | 198 204 \$ | 51 723 \$ | 112 239 \$ | 89 790 \$ | 451 956 \$ | 434 051 \$ |
| Épargne à terme | - | 108 972 | - | 245 190 | 354 162 | 335 374 |
| Recevable | - | - | - | - | - | 13 316 |
| EXCÉDENT ACCUMULÉ | <u>198 204</u> \$ | <u>160 695</u> \$ | <u>112 239</u> \$ | <u>334 980</u> \$ | <u>806 118</u> \$ | <u>782 741</u> \$ |
| REVENUS | | | | | | |
| Transfert | - \$ | 10 000 \$ | 50 000 \$ | 4 000 \$ | 64 000 \$ | 14 000 \$ |
| Intérêts | <u>352</u> | <u>3 042</u> | <u>53</u> | <u>6 717</u> | <u>10 164</u> | <u>15 693</u> |
| | <u>352</u> | <u>13 042</u> | <u>50 053</u> | <u>10 717</u> | <u>74 164</u> | <u>29 693</u> |
| DÉPENSES | | | | | | |
| Virement | - | 50 000 | - | - | 50 000 | 683 558 |
| EXCÉDENT (DÉFICIT) | <u>352</u> \$ | <u>(36 958)</u> \$ | <u>50 053</u> \$ | <u>10 717</u> \$ | <u>24 164</u> \$ | <u>(653 865)</u> \$ |



19. ÉTATS DES RÉSERVES (suite)

RÉSOLUTION DU CONSEIL CONCERNANT LA CONTRIBUTION AUX TRANSFERTS AUX FONDS DE RÉSERVE GÉNÉRAL :

Résolution du 2 mars 2020

Adoption de transférer 50 000 \$ du fonds de réserve capital général au fonds capital général

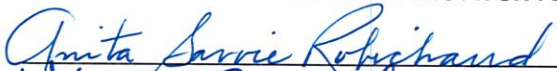
Résolution du 7 décembre 2020

Adoption de transférer 10 000 \$ du fonds de fonctionnement général au fonds de réserve capital général

Adoption de transférer 4 000 \$ du fonds de fonctionnement Eau & Égout au fonds de réserve capital Eau & Égout

Adoption de transférer 50 000 \$ du fonds de fonctionnement Eau & Égout au fonds de réserve fonctionnement Eau & Égout

APPROUVÉ PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

 , Maire

 , Greffier



20. ENTITÉS CONTRÔLÉES

Piscine Régionale

ACTIFS

| | |
|------------|---------------|
| Encaisse | 43 763 \$ |
| Placements | <u>95 304</u> |
| | 139 067 |

PASSIFS

| | |
|----------------------------|--------------|
| Créditeurs et frais courus | <u>5 044</u> |
|----------------------------|--------------|

EXCÉDENT ACCUMULÉ

| | |
|--|--------------------------|
| | <u><u>134 023</u></u> \$ |
|--|--------------------------|

REVENUS

| | |
|--|------------|
| | 101 274 \$ |
|--|------------|

DÉPENSES

| | |
|--|---------------|
| | <u>21 246</u> |
|--|---------------|

EXCÉDENT POUR L'EXERCICE

| | |
|--|-------------------------|
| | <u><u>80 028</u></u> \$ |
|--|-------------------------|

L'entité mentionnée ci-haut est incluse dans les états financiers.



21. SUPPORT DES REVENUS

| | 2020 Budget (non-vérifié) | 2020 Résultats | 2019 Résultats |
|---|------------------------------|-------------------|-------------------|
| PRESTATION DE SERVICES À D'AUTRES GOUVERNEMENTS | | | |
| Services d'incendie | 111 888 \$ | 112 984 \$ | 88 757 \$ |
| Entretien des routes | <u>54 485</u> | <u>54 483</u> | <u>54 111</u> |
| | <u>166 373</u> \$ | <u>167 467</u> \$ | <u>142 868</u> \$ |
| AUTRES REVENUS DE PROVENANCE INTERNE | | | |
| Camping Shippagan, Centre plein air, Carnaval, Village du Père Noël & Défilé de Noël | 178 260 \$ | 125 273 \$ | 169 639 \$ |
| Centre Rhéal-Cormier | 83 500 | 67 467 | 88 363 |
| Centre des congrès de la Péninsule Acadienne | 85 900 | 22 987 | 91 810 |
| Location d'immeubles | 16 200 | 28 142 | 13 500 |
| Permis et Licences | 13 000 | 19 455 | 24 264 |
| Piscine Régionale de Shippagan | 193 110 | 129 684 | 228 882 |
| Projets d'emploi étudiants | - | 17 830 | 10 442 |
| Vente d'eau aux bateaux, piscines et autres | 13 000 | 14 580 | 12 490 |
| Ventes de matériaux et d'immobilisations | - | 23 761 | 3 038 |
| Revenus divers | <u>4 100</u> | <u>20 363</u> | <u>112 703</u> |
| | <u>587 070</u> \$ | <u>469 542</u> \$ | <u>755 131</u> \$ |



22. SUPPORT DES DÉPENSES

| | 2020 Budget (non-vérifié) | 2020 Résultats | 2019 Résultats |
|--|------------------------------|---------------------|---------------------|
| SERVICE D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | |
| Maire | 44 986 \$ | 36 251 \$ | 38 372 \$ |
| Conseillers | <u>78 220</u> | <u>71 872</u> | <u>75 460</u> |
| | 123 206 | 108 123 | 113 832 |
| Administration générale | | | |
| Personnel administratif | 500 944 | 454 586 | 561 063 |
| Immeuble à bureau | 95 535 | 93 691 | 62 592 |
| Aviseur légal | 53 000 | 52 687 | 65 482 |
| Autre consultant | - | 4 784 | 40 563 |
| Autres | <u>-</u> | <u>32 535</u> | <u>6 946</u> |
| | 649 479 | 638 283 | 736 646 |
| Gestion des finances | | | |
| Services comptable | - | 3 509 | 44 687 |
| Audit externe | 20 336 | 39 214 | 28 334 |
| Autre consultant | <u>20 000</u> | <u>-</u> | <u>-</u> |
| | 40 336 | 42 723 | 73 021 |
| Autres coûts administratifs | | | |
| Cotisations et associations | 11 963 | 8 935 | 9 771 |
| Autres | 3 341 | - | - |
| Dépenses de bureau | 80 400 | 48 708 | 58 851 |
| Formation et délégations | 2 000 | 1 723 | 1 873 |
| Subventions aux organismes | 48 500 | 41 512 | 69 110 |
| Intérêts sur financement temporaire | 50 000 | 37 734 | 66 290 |
| Intérêts sur dette à long terme | 20 996 | 15 264 | 174 |
| Frais d'émission de débentures | 7 000 | 24 739 | 8 385 |
| Frais d'évaluation | 47 088 | 47 088 | 46 404 |
| Assurance responsabilité | 7 286 | 38 610 | 6 460 |
| Relation publique - rapports municipaux | 8 773 | 1 365 | 5 324 |
| Amortissement | 126 705 | 126 705 | 51 159 |
| Frais bancaires | <u>7 700</u> | <u>5 376</u> | <u>10 247</u> |
| | <u>421 752</u> | <u>397 759</u> | <u>334 048</u> |
| | <u>1 234 773 \$</u> | <u>1 186 888 \$</u> | <u>1 257 547 \$</u> |



22. SUPPORT DES DÉPENSES (suite)

| | 2020 Budget (non-vérifié) | 2020 Résultats | 2019 Résultats |
|-------------------------------------|------------------------------|---------------------|---------------------|
| SERVICES DE PROTECTION | | | |
| Protection contre les incendies | | | |
| Administration | 16 020 \$ | 14 814 \$ | 14 291 \$ |
| Brigades des pompiers | 115 742 | 114 310 | 109 911 |
| Formation | 5 500 | 1 204 | 2 542 |
| Caserne | 39 900 | 76 163 | 65 710 |
| Matériel de lutte contre l'incendie | 35 380 | 14 624 | 36 416 |
| Amortissement | 207 545 | 207 545 | 163 689 |
| Intérêts sur la dette à long terme | 21 758 | 15 817 | 12 312 |
| | 441 845 | 444 477 | 404 871 |
| Service de police | 574 110 | 574 110 | 554 978 |
| Services des mesures d'urgence | 5 000 | 8 226 | - |
| Réglementation des animaux | 4 371 | 4 371 | - |
| Lutte contre les inondations | 5 000 | - | - |
| Autres frais | - | - | 10 931 |
| | 588 481 | 586 707 | 565 909 |
| | <u>1 030 326</u> \$ | <u>1 031 184</u> \$ | <u>970 780</u> \$ |
| SERVICES DES TRANSPORTS | | | |
| Services en commun | | | |
| Administration | 330 994 \$ | 290 473 \$ | 262 387 \$ |
| Équipement général | - | 53 270 | 62 597 |
| Complexe municipal | 69 778 | 44 094 | 45 722 |
| | 400 772 | 387 837 | 370 706 |
| Nettoyage des rues | 10 100 | 5 162 | 8 551 |
| Égouts pluviaux | 9 450 | 7 719 | 5 176 |
| Service de déneigement | 359 500 | 323 190 | 344 637 |
| Éclairage des rues | 92 900 | 93 620 | 94 127 |
| Traçage des voies de circulation | 21 300 | 20 499 | 21 242 |
| Signalisation | 12 200 | 11 556 | 15 613 |
| Transport aérien | 6 320 | 6 320 | 5 599 |
| Entretien | 97 743 | 104 421 | 85 630 |
| Amortissement | 334 165 | 334 165 | 279 250 |
| Intérêts sur la dette à long terme | 36 604 | 26 610 | 28 926 |
| Brigadier scolaire | 5 500 | 3 400 | 1 800 |
| | <u>1 386 554</u> \$ | <u>1 324 499</u> \$ | <u>1 261 257</u> \$ |



22. SUPPORT DES DÉPENSES (suite)

| | 2020 Budget (non-vérifié) | 2020 Résultats | 2019 Résultats |
|---|------------------------------|---------------------|---------------------|
| SERVICES D'HYGIÈNE | | | |
| Enlèvement des ordures | <u>139 257</u> \$ | <u>139 257</u> \$ | <u>140 853</u> \$ |
| SERVICES DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE | | | |
| Commission d'urbanisme | 117 267 \$ | 129 229 \$ | 123 401 \$ |
| Promotion touristique | 9 000 | 8 496 | 8 750 |
| Inciatifs économiques | 9 050 | 2 540 | 795 |
| Bureau touristique | 4 000 | 3 612 | 3 971 |
| Parc et commission industriel | 2 100 | 1 690 | 2 245 |
| Embellissement du territoire | 7 300 | 13 552 | 61 501 |
| Intérêts sur la dette à long terme | <u>4 412</u> | <u>3 208</u> | <u>4 046</u> |
| | <u>153 129</u> \$ | <u>162 327</u> \$ | <u>204 709</u> \$ |
| SERVICES RÉCRÉATIFS ET CULTURELS | | | |
| Administration | 122 771 \$ | 129 054 \$ | 126 032 \$ |
| Bibliothèque | 59 592 | 49 425 | 60 548 |
| Camping Shippagan, Centre plein air, Carnaval, Village du Père Noël & Défilé de Noël | 183 800 | 148 483 | 189 270 |
| Centre des congrès de la Péninsule Acadienne | 195 825 | 163 810 | 191 041 |
| Centre Rhéal-Cormier | 231 154 | 214 103 | 236 040 |
| Parcs, terrains de jeux et entrepôt | 259 225 | 213 996 | 167 401 |
| Piscine Régionale de Shippagan | 338 995 | 273 199 | 311 588 |
| Sentier rivage | - | 5 966 | 5 869 |
| Subventions culturelles | 5 000 | 5 000 | 5 000 |
| Autres services de loisirs | 13 850 | 20 960 | 18 289 |
| Intérêt sur dette à long terme | 32 230 | 23 430 | 27 635 |
| Amortissement | <u>185 049</u> | <u>185 049</u> | <u>219 725</u> |
| | <u>1 627 491</u> \$ | <u>1 432 475</u> \$ | <u>1 558 438</u> \$ |



22. SUPPORT DES DÉPENSES (suite)

| | 2020 Budget (non-vérifié) | 2020 Résultats | 2019 Résultats |
|--|------------------------------|-------------------|-------------------|
| APPROVISIONNEMENT EN EAU ET ÉVACUATION DES EAUX USÉES | | | |
| Approvisionnement en eau | | | |
| Administration | 14 890 \$ | 10 929 \$ | 53 950 \$ |
| Service d'approvisionnement | 205 197 | 199 014 | 184 456 |
| Force motrice et pompage | 109 050 | 133 133 | 151 100 |
| Amortissement | 104 903 | 104 903 | 103 543 |
| Intérêt sur dette à long terme | <u>26 925</u> | <u>25 943</u> | <u>33 626</u> |
| | <u>460 965</u> \$ | <u>473 922</u> \$ | <u>526 675</u> \$ |
| Coût de la collection et de l'évacuation des eaux usées | | | |
| Administration | - \$ | 22 322 \$ | 5 922 \$ |
| Système de raccordement | 90 650 | 65 655 | 88 023 |
| Station de relèvement | 66 050 | 53 636 | 70 217 |
| Épuration et évacuation des eaux d'égout | 96 000 | 70 372 | 82 750 |
| Bornes fontaines | - | 7 327 | 482 |
| Intérêt sur dette à long terme | 17 950 | 17 295 | 22 405 |
| Amortissement | <u>124 718</u> | <u>124 718</u> | <u>123 426</u> |
| | <u>395 368</u> \$ | <u>361 325</u> \$ | <u>393 225</u> \$ |
| Autres | | | |
| Créances irrécouvrables (recouvrées) | 3 000 \$ | - \$ | (9 138) \$ |
| Frais bancaires | - | 235 | - |
| Intérêt sur financement intérimaire | 15 000 | 7 667 | 24 523 |
| Frais d'émission de débentures | 8 600 | 1 742 | - |
| Escomptes pour les gens à 65 ans et plus | <u>14 500</u> | <u>14 385</u> | <u>14 306</u> |
| | <u>41 100</u> \$ | <u>24 029</u> \$ | <u>29 691</u> \$ |
| | <u>897 433</u> \$ | <u>859 276</u> \$ | <u>949 591</u> \$ |

